

LA

5724

# COMMUNE SOCIALE,

A chacun selon ses besoins physiques,  
moraux et intellectuels.

De chacun selon ses forces,  
et ses facultés.

## JOURNAL MENSUEL DES TRAVAILLEURS.

MOYEN :

ÉGALITÉ POLITIQUE.



BUT :

ÉGALITÉ SOCIALE.

Le droit au travail, dans la société actuelle, dérive du droit à l'existence; il est le contre-poids nécessaire du droit de propriété.

On s'abonne à Paris au bureau du Journal, rue Hautefeuille, 30; à Lyon, galerie du Grand-Théâtre, 4; et dans tous les départements chez les correspondants ou en prenant dans les Bureaux de la poste un mandat à l'ordre du gérant en l'envoyant FRANCO au bureau du Journal.

Prix de l'abonnement, pour Paris et les départements: un an 4 fr.; six mois 2 fr. (On ne reçoit que les lettres affranchies.)

### AVIS A NOS LECTEURS.

Notre publication étant une œuvre toute de propagande, nous ouvrons dans le bureau du Journal une souscription permanente, les sommes les plus minimes sont reçues, les fonds provenant de cette souscription seront employés à envoyer la COMMUNE SOCIALE dans les villages, et aux journaux des départements.

Nous invitons ceux de nos lecteurs qui ne font pas collection du Journal à l'envoyer à leurs amis de la province, en le mettant sous bande et en l'affranchissant (*le port est de 4 centimes pour toute la France*).

SOMMAIRE: Introduction. — Programme. Réformes. — De l'Assistance par l'Etat. — L'Ordre, la Famille, la Propriété. — Un mot sur la crise commerciale. — Manifeste de la démocratie allemande. — Progrès du socialisme. — Revue intérieure. — Revue extérieure. — Annonces.

### INTRODUCTION.

Notre époque est grosse d'événements et de complications intérieures et extérieures; nous assistons à une transformation dans les idées, dans les vues et dans les mœurs politiques de la nation, transformation qui amènera bientôt la réforme de toutes nos institutions sociales.

La presse et l'opinion publique se préoccupent vivement de toutes les questions mises à l'ordre du jour par les écoles nouvelles. Les divers systèmes sociaux et les principes sur lesquels ils s'appuient, sont discutés, analysés, comparés, par les journaux de Paris et par ceux des départements, ils sont devenus le texte habituel des conversations dans les réunions particulières comme dans les réunions publiques.

Une crise épouvantable, résultant de la cessation de la confiance et de la suppression du crédit, paralyse l'industrie et le commerce et rejailit sur l'agriculture; tout le monde est dans la gêne et souffre plus ou moins de la stagnation des affaires; chacun interroge avec anxiété les événements, et voit avec inquiétude l'orage qui semble gronder sur toutes les têtes.

Pourtant la révolution de Février a fait palpiter généreusement les cœurs des vrais patriotes; après ces grandes journées, les sin-

cières amis de l'humanité renaissent à l'espérance, il leur semblait que le règne des privilèges allait disparaître avec la royauté, et que la dernière heure de l'exploitation de l'homme par l'homme avait sonné; que désormais la paix, l'union et le bonheur rallieraient tous les Français.

Malheureusement Février n'a été qu'une révolution politique qui a réalisé le suffrage universel, mais qui n'a rien changé dans les institutions, ni dans la marche des choses: l'égalité devant la loi est toujours une fiction devant l'inégalité des conditions.

Les hommes du gouvernement déchu sont en grande partie les hommes du pouvoir; l'infâme système de Louis-Philippe semble prédominer; chaque jour la lutte entre le gouvernement et les idées se dessine de plus en plus; aussi dans les quelques mois d'existence de la République, avons-nous vu se passer toutes les fatales journées qui ont amené la chute du dernier de nos rois.

Les journées malheureuses qui ont assailli notre jeune République à sa naissance ne doivent pas nous faire craindre pour son avenir, loin de compromettre son existence, elles n'ont fait que prouver sa force et sa puissance.

Les injustes préventions de l'ignorance et de l'égoïsme disparaissent chaque jour; il suffirait que le gouvernement adoptât franchement les réformes sociales et financières pour faire reprendre les affaires et rallier sincèrement à la République tous les Français de cœur et d'intelligence.

Aujourd'hui les idées de réformes sociales sont dans toutes les bouches, elles préoccupent tous les citoyens; par suite du malaise général, les uns, dans la crainte de voir s'aggraver leur position critique, redoutent les réformes; les autres, au contraire, dans l'espoir qu'elles mettront un terme à leurs misères, les désirent de tous leurs vœux.

Ceux qui se rappellent le temps de l'empire, celui de la Restauration et du règne déchu, savent parfaitement que sous tous ces gouvernements le même malaise pesait sur les populations, que les mêmes crises accablaient périodiquement l'industrie, le commerce et l'agriculture, enfin que dans certaines années le peuple a été tout aussi malheureux qu'il peut l'être aujourd'hui où nous avons une complication à l'intérieur, amenée par la lutte des partis qui se disputent le présent et l'avenir, et qu'à l'extérieur toutes les nations sont en révolution.

Les réformes sociales mal comprises sont

dénaturées et exagérées par leurs adversaires pour pouvoir les combattre avec avantage; au lieu d'étudier les questions sociales, de les examiner, et d'en faciliter l'expérimentation, afin de constater les résultats que chacune peut donner, on ne veut rien voir, rien entendre, on accable les socialistes d'invectives, d'insultes et de menaces, et cela au nom de la fraternité.

Pourtant, si l'on veut réellement que le gouffre des révolutions se ferme, si l'on ne veut pas voir se renouveler périodiquement les collisions qui, sous la monarchie comme sous la République, ont ensanglanté les principales villes de France, telles que Lyon, Rivede-Giers, Rouen, Marseille, Paris, il faut absolument tourner l'énergie révolutionnaire vers les réformes sociales, en facilitant la discussion et la propagation des idées nouvelles, afin d'éclairer continuellement les esprits, et que désormais toutes les questions soient résolues par la persuasion, par la raison, et non plus par la force des armes.

Pour faire connaître les divers systèmes sociaux, pour en faciliter l'étude, pour en soutenir la discussion, il faut nécessairement que chaque système ait ses organes spéciaux, consacrés à en développer toutes les parties, à en montrer le fonctionnement, à en faire ressortir les avantages.

Alors il arrivera l'une des deux choses: ou les idées nouvelles sont sans valeur, sans fondement, ce que la discussion prouvera bientôt, ou elles renferment des vérités utiles et donnent la solution des grands problèmes sociaux qui préoccupent tous les esprits.

L'expérience fera évanouir les prétentions exagérées des réformateurs, ou réduira à néant les sophismes avec lesquels on les combat, et les injustes préventions avec lesquelles on les accueille.

Il ne faut plus que dans la politique et le socialisme, ainsi que dans l'industrie, les arts et les sciences, les inventions, les perfectionnements ne trouvent que des entraves, mais, au contraire, que toutes les facilités soient accordées aux idées nouvelles pour l'expérimentation, afin qu'elles puissent montrer à tous les yeux ce qu'elles ont de bon et d'avantageux.

Ce n'est que lorsque la société entrera dans cette voie que le progrès sera réellement organisé et que toute lutte armée deviendra impossible, parce que les révolutions, se faisant pacifiquement, seront de simples transformations.

Parmi les systèmes sociaux qui se partagent

les esprits, le système communiste est celui qui provoque le plus de sympathies ou qui soulève le plus de répulsions; pourquoi, du côté de ses partisans, ce dévouement, cette conviction profonde et inébranlable qui leur fait braver les dangers, les persécutions, pour poursuivre sans relâche la propagation de leurs principes? pourquoi du côté de ses adversaires tant de haine et de colère qui leur font dénaturer les plus simples notions de la justice et de l'équité?

L'histoire prouve pourtant que toujours les persécutions ont fait grandir une doctrine: la croix, qui était le signe de l'infamie, est devenue la récompense de la vertu et de l'honneur. Jésus, condamné comme un bandit et un perturbateur, est adoré comme Dieu.

Deux grands systèmes résument tous les autres, aussi bien dans le monde politique que dans le monde social, et sont toujours en présence depuis l'origine des sociétés: celui de l'*inégalité*, de l'exploitation, des privilèges qui représente le passé, et celui de l'*égalité*, de la liberté, de la fraternité, auquel appartient l'avenir.

Nous le déclarons hautement, nous sommes les partisans sincères de l'égalité, et nous poursuivrons de tous nos efforts la réalisation de l'*égalité sociale*, comme étant le complément nécessaire de l'égalité politique.

Le journal dont nous entreprenons la publication aura pour mission de faire connaître les idées communistes, de les exposer, de les défendre et de les comparer soit avec la société actuelle, soit avec les diverses nuances du socialisme.

Nous montrerons dans chaque système ce qu'il y a de réalisable immédiatement, de progressif et les résultats que donnerait leur réalisation; nous traiterons, par conséquent, des divers modes d'association, de l'échange des produits et des institutions actuelles.

En comparant constamment la commune organisée au point de vue communiste avec le village ou la commune d'aujourd'hui et avec le phalanstère, nous ferons ressortir la différence de leur organisation et de leurs résultats, tant sous le rapport de la production, que sous celui de la répartition. Nous ferons voir la simplicité du système communiste, soit en traitant des rapports des habitants de la commune, soit en parlant des rapports des communes, des cantons, des départements entre eux, et des rapports internationaux.

Nous poursuivrons la réalisation partielle de la communauté par des associations volontaires, dont nous donnerons le plan et l'organisation dans le prochain numéro, associations qui couvriront bientôt la France et prépareront la réalisation en grand par l'Etat. Nous prouverons que le communisme seul peut réaliser dans la pratique de la vie, la liberté, l'égalité, la fraternité et procurer à tous les hommes la plus grande somme de bien-être.

Dans tous nos actes, dans toutes nos investigations, nous rechercherons les moyens de rendre tous les hommes bons, sages et heureux.

Le bonheur n'est-il pas le but constant de l'activité de tous les hommes? si tous, nous prenons si souvent des chimères pour des réalités, si notre existence n'est qu'une vie de privations et de souffrances physiques et morales, nous n'en poursuivons pas moins cet idéal; c'est toujours parce que les hommes désespèrent d'atteindre au bonheur qu'ils se suicident ou se démoralisent.

Nous dirons sans cesse à tous ceux qui souffrent, espérez, veuillez fermement changer votre position, et vous en trouverez bientôt les moyens.

Si l'on avait dit au travailleur esclave ou serf: «Un jour tu seras politiquement l'égal de ton maître, de ton seigneur», il n'aurait pas voulu le croire. Nos paroles rencontrent la même incrédulité. quand aujourd'hui nous disons aux déshérités de la société, vous êtes sans pain, sans vêtements, sans abri, un jour viendra où vous jouirez de toutes les richesses de la nature; un jour, qui n'est pas éloigné, vous ne penserez pas plus à votre nourriture, à votre entretien, à votre logement que vous ne pensez à l'air que vous respirez. Vous aurez l'entière jouissance de toutes les merveilles de l'univers, des produits perfectionnés de l'agriculture et de l'industrie; les arts et les sciences seront votre partage; vous consommerez largement selon vos besoins physiques, moraux et intellectuels.

Nous avons l'intime conviction que ce bel idéal est réalisable, facilement, sans luttes, sans combats sanguinaires, par la persuasion, par la discussion. Nous espérons enfin amener les esprits les plus prévenus à désirer la réalisation de ce qu'ils appellent de trop belles utopies.

Profondément convaincus que les idées communistes peuvent seules réaliser le bonheur pour tous les hommes, espérant faire partager notre conviction à nos lecteurs, nous entreprenons la publication de la COMMUNE SOCIALE, *Journal des Travailleurs*, et l'organe de leurs intérêts et de leurs droits.

Nous ne nous dissimulons pas la grandeur de notre tâche; mais, forts de notre conscience et de nos convictions, qui nous font un devoir d'agir, certains que nos doctrines trouveront de l'écho dans tous les hommes qui veulent sincèrement le bonheur de l'humanité, assurés que le concours de nos frères communistes ne nous manquera pas, nous poursuivrons avec calme et persévérance la publication de notre feuille; nous espérons aussi que nos efforts ne seront pas sans résultats et que notre insuffisance disparaîtra devant l'excellence de nos intentions.

## PROGRAMME.

Nous sentons toute l'importance d'un programme pour un journal qui veut se consacrer à l'examen et à la propagation des doctrines sociales.

Notre programme sera donc complet, détaillé autant que possible, afin qu'on puisse bien voir et apprécier nos tendances, nos aspirations et notre but; il servira de pierre de touche pour juger nos actes, et sur chaque question il indiquera d'avance nos conclusions avant même que nous ayons donné nos motifs et nos raisons.

Nous le répétons, nos conclusions, si étranges qu'elles puissent paraître, sont toutes dictées par notre grand amour de l'humanité; nous ne voyons dans les lois et dans les institutions que des instruments qui doivent tous concourir à la réalisation du bonheur commun.

Nous croyons pourtant utile de proclamer hautement que nous ne voulons la réalisation de nos principes que par la puissance de l'opinion publique et par l'intervention du gouvernement; or, nos principes ne pourront avoir de pouvoir que lorsqu'ils auront profondément pénétré dans les esprits et qu'ils se seront traduits en formules simples, claires, connues de tous et acceptées par le plus grand nombre.

Nous voulons la République démocratique et sociale.

La République, pour nous, c'est le gouvernement de tous par tous, et dans l'intérêt général; l'Etat c'est la nation; le gouvernement n'est que l'administrateur, le directeur de la nation ou du peuple.

Nous voulons la République démocratique, c'est-à-dire, que le gouvernement doit agir, et que les lois et les institutions doivent être faites, dans l'intérêt et au profit de tous les citoyens, sans tenir compte des classes, ni des conditions.

Nous voulons la République sociale, c'est-à-dire, des modifications successives et continues aux institutions de la société dans le but d'améliorer la condition de chacun sous le rapport physique, moral et intellectuel, et de rendre tous les citoyens bons, sages et heureux.

Notre devise est: Liberté, Egalité, Fraternité, Solidarité.

Par la liberté nous voulons pour tous les citoyens les moyens de développer leurs goûts, leurs aptitudes et leurs facultés; comme conséquences rigoureuses la liberté de la parole, de réunion, d'association, la liberté de la presse dégagée de toutes entraves de timbre ou de cautionnement.

Par l'égalité, nous entendons que tous les citoyens aient les mêmes droits et les mêmes devoirs politiques et sociaux; qu'ils contribuent tous à la production et aux charges de la société, qu'ils participent également aux avantages sociaux et à la répartition des produits; qu'une égale instruction les rende admissibles à toutes les fonctions; enfin que l'égalité politique soit l'acheminement rapide vers l'*égalité sociale* ou des conditions.

Par la fraternité, nous voulons que les intérêts individuels soient coordonnés et fondus dans l'intérêt général, afin que les luttes privées disparaissent avec l'antagonisme des intérêts, que l'amour et la concorde soient la base des relations des hommes et des peuples, que les barrières qui séparent les nations soient supprimées pour faire place à la République universelle.

Par la solidarité, nous entendons que tous les hommes forment une grande famille dans laquelle les forts aident et soutiennent les faibles; les citoyens valides produisent pour les enfants et les vieillards; qu'entre les communes, les cantons, les départements et les nations, il s'établisse une mutuelle répartition des produits afin que l'abondance règne par toute la terre; enfin que la puissance et l'intelligence des hommes soient employées à faire disparaître toutes les misères humaines.

Nous adoptons comme la règle du droit social la formule: A CHACUN SELON SES BESOINS PHYSIQUES, MORaux ET INTELLECTUELS; car pour nous la société ne sera bien organisée que lorsqu'elle donnera à tous les citoyens le nécessaire, l'utile et l'agréable; que lorsqu'elle développera dans tous les cœurs les nobles sentiments et les tendres affections qui font le charme et le bonheur de la vie; qu'enfin, par le développement de l'instruction, les citoyens pourront donner un libre et régulier essor à toutes leurs facultés.

Notre règle des devoirs sociaux est la formule: DE CHACUN SELON SES FORCES ET SES FACULTES; car nous ne concevons pas l'égalité sans la justice; tous les citoyens doivent donc concourir aux charges de la société, non d'une manière égale, mais proportionnelle à leurs moyens et à leur puissance.

Par l'égalité sociale, nous n'entendons pas le partage par portions égales des terres, des maisons, des fabriques, etc., partage qui est matériellement impossible et qui ne remédierait à rien, mais nous voulons, au contraire, la réunion de toutes les petites propriétés en une seule formant un grand et vaste domaine public appartenant collectivement à tous les citoyens et dont ils auraient la jouissance.

Nous justifierons notre titre de *Journal des travailleurs* en nous faisant l'organe de leurs intérêts et de leurs droits; nous prouverons clairement qu'il n'y a dans la société qu'une

seule puissance productrice : le TRAVAIL ; nous réclamerons sans cesse l'affranchissement des travailleurs des étreintes du capital, et la suppression de tous les intérêts qu'il prélève sur la production ; nous montrerons tout ce qu'a d'inique une société qui réserve tous ses avantages et toutes ses jouissances pour ceux qui ne produisent rien, et dans laquelle ceux qui produisent tout ne jouissent de rien.

Nous voulons l'émancipation politique et sociale de la femme ; car elle est l'égale de l'homme.

Nous voulons enfin l'abolition complète de tous les privilèges, de quelque nature qu'ils soient.

Nous voulons le suffrage universel et direct appliqué à l'élection des fonctionnaires publics et des mandataires du peuple ; mais nous voulons surtout que tous les citoyens soient appelés à manifester régulièrement par un vote, leur approbation ou leur blâme sur les lois, les règlements et les actes du gouvernement et des administrations locales ou générales. C'est en exerçant constamment sa souveraineté que le peuple empêchera le retour de la royauté et le rétablissement des aristocraties ; qu'il fera respecter ses droits, et apprendra à connaître ses mandataires.

### RÉFORMES.

Voici le sommaire des principales réformes dont nous demanderons la réalisation, et qui seront successivement traitées dans la *Commune sociale*.

Toutes ces réformes peuvent ne pas paraître réalisables dans ce moment ; mais quand elles auront été soumises à la discussion, qu'on les aura fait connaître, chacun en facilitera et en réclamera la réalisation ; elles détermineront d'ailleurs, le but vers lequel doivent tendre les actes du gouvernement et les efforts des socialistes.

Intervention de l'Etat dans toutes les questions qui touchent à la production et à la répartition des richesses nationales ; nous ferons ressortir tous les avantages de cette intervention, en montrant que tous les bénéfices que fera l'Etat retourneront au peuple. L'Etat ne doit plus borner son action à percevoir des impôts et à les dépenser, mais sa grande et importante fonction est de coordonner toutes les forces productives de la nature et d'utiliser toutes les ressources du pays.

L'Etat doit avoir seul le monopole des mines, des carrières, des usines, du transport des voyageurs et des marchandises, des banques, des assurances, et se créer ainsi une foule de revenus qui remplaceront les impôts et qui lui permettront de mettre gratuitement entre les mains des travailleurs les instruments de travail.

L'Etat, par le retrait de toutes les concessions, par le rachat des voies de transport, chemins de fer, canaux, bateaux à vapeur, messageries, par les banques, les assurances, par la concentration du commerce de l'agriculture et de l'industrie, doit successivement régulariser la production et la consommation, favoriser les arts et les sciences et faire régner sur tous les points de la France la paix et l'abondance.

Pour augmenter la production générale et le bien-être de tous, l'armée doit être transformée en légions agricoles et industrielles pour la culture en grand des biens de la nation, la construction et l'entretien des grands travaux d'utilité publique, et la fabrication des objets nécessaires à sa consommation.

Les cadres de l'armée doivent être ouverts à tous les citoyens.

L'exécution, par les communes, les départements et l'Etat, de tous les travaux qu'ils

adjugent à des particuliers ou à des compagnies, tels que l'éclairage, le pavage et l'entretien des rues et des places, la construction et la réparation des monuments et des édifices publics.

La vente, par les cantons, les départements et l'Etat, des subsistances et des objets de première nécessité ; création de vastes bazars agricoles et industriels.

Le travail garanti à tous les citoyens valides et appropriés aux goûts et aux aptitudes de chacun, et comme une juste indemnité, des secours suffisants en cas de chômage, d'accident, de maladie ou de vieillesse.

Le cumul rendu impossible par une répartition plus équitable des fonctions dévolues à chaque citoyen.

Chaque fonctionnaire doit être compétent, responsable et rétribué ; nul ne peut occuper définitivement un emploi sans avoir prouvé pratiquement qu'il est capable de le remplir.

Réduction des gros traitements et augmentation des petits : les fonctions étant toutes utiles, les fonctionnaires doivent jouir de la même aisance.

La différence dans la durée du travail doit remplacer l'inégalité de salaire, source de l'inégalité des conditions.

Remboursement immédiat, en papier-monnaie, des livrets de la caisse d'épargne et de la dette publique, ainsi que de celle des villes ; la rente, qui était payée aux créanciers, convertie en caisse d'amortissement, afin de retirer successivement de la circulation le papier-monnaie : ce papier remplacerait les effets de commerce.

Abaissement successif de l'intérêt des loyers, des fermages et des rentes ; suppression des privilèges du capital.

Abolition successive de l'héritage, d'abord en ligne collatérale, et augmentation des droits de succession, afin d'accroître les revenus publics et de diminuer les impôts.

Abolition de tous les contrats de rentes viagères, comme immoraux et contraires à la fraternité.

Réunion des sociétés de secours mutuels et de bienfaisance, dans une grande association solidaire comprenant tous les travailleurs.

Centralisation entre les mains de l'Etat de toutes les tontines et assurances sur la vie.

L'instruction gratuite, commune et obligatoire pour tous ; les enfants, nourris, logés et entretenus dans les écoles aux frais de l'Etat, afin de décharger les familles.

Liberté de conscience et des cultes : plus de religion de l'Etat, ni de culte salarié par l'Etat.

L'affranchissement de tous les peuples favorisé et soutenu par les armes et encouragé par tous les moyens diplomatiques : réunion des petits peuples de même origine en grandes unités nationales.

Gratuité de la justice ; l'arbitrage substitué aux procès civils et commerciaux.

Remplacement des notaires et des huissiers par un fonctionnaire municipal chargé de rédiger, et d'enregistrer les actes de vente, d'échange et de veiller à leur exécution, comme cela se pratique pour les actes de naissance et de mariage.

Suppression des arrondissements et organisation complète du canton, dont les communes ne seraient que les sections.

Municipalité cantonale fortement organisée et comprenant dans ses principales attributions : l'administration, l'agriculture, l'industrie, le commerce, la banque de prêt, l'instruction, l'hygiène, la justice, la police, de toutes les communes de sa circonscription.

Nous pourrions augmenter infiniment la nomenclature des réformes, mais nous en

avons assez indiqué pour établir un terrain commun avec toutes les nuances du socialisme.

Nous ne nous faisons pas illusion sur la valeur de toutes ces réformes : elles ne sont que des palliatifs qui laissent subsister la cause de toutes les misères humaines, le CAPITAL.

Tant que, parmi les hommes, le *tien* et le *mien* subsisteront, il y aura antagonisme dans les intérêts, il y aura des prolétaires et des propriétaires, des producteurs et des oisifs, des volés et des voleurs.

Le grand remède à tous les maux de la société c'est la mise en commun de toutes les terres, de tous les instruments de travail, c'est l'organisation bien entendue de tous les travailleurs en vue de produire beaucoup avec économie de peines et de temps, c'est une répartition équitable, selon les besoins de chacun, des richesses nationales, c'est enfin que tous les hommes puissent s'asseoir au grand banquet de la société et jouir de toutes les merveilles que doit enfanter le travail dirigé par la science. C.

### LE DROIT A L'ASSISTANCE PAR L'ÉTAT.

Depuis quelque temps, de chauds partisans du droit au travail semblent abandonner ce droit qu'ils avaient réclamé d'abord avec tant d'acharnement à l'Assemblée nationale, pour se ranger sous le drapeau de la *République honnête*, qui a bien voulu, dans l'article 13 de la Constitution, nous octroyer le DROIT A L'ASSISTANCE. Que signifie ce retour à des sentiments si pacifiques au moment où le peuple est si malheureux ? Vous vous contentez de l'assistance ; mais quelle différence faites-vous donc de ce mot avec le fait d'aujourd'hui ? Est-ce que les bureaux de bienfaisance n'assistent pas dans la mesure de leurs ressources les ouvriers sans ouvrage, les indigents de toutes sortes ? Est-ce que le riche n'assiste pas le pauvre quand sur sa route il en trouve un qui lui tend la main ? Est-ce que le gitanos qui attend à la porte du couvent n'est pas assisté par le moine qui lui donne une cuillerée de soupe ou un morceau de pain et qui lui dit : *Va-t-en ?* Et vous vous contentez de cette mystification ? Mais c'est à n'y rien comprendre. Eh bien ! nous en sommes certain, l'ouvrier ne s'en contentera pas ; il repoussera cette uamône comme un outrage fait à sa dignité d'homme et de citoyen français.

Pour justifier un pareil outrage, vous forcez la signification qu'a entendu donner l'Assemblée à ce mot ASSISTANCE, et vous dites : que c'est une garantie pour l'ouvrier sans travail ; que c'est un engagement pris par l'Etat de subvenir à ses besoins aux époques du chômage ; mais tout cela, ce sont des conséquences, peut-être logiques, que vous tirez d'un principe mauvais, mais assurément qui ne signifient rien, qui ne se réaliseront jamais.

L'Assemblée n'a pas voulu vous donner le droit au travail, parce qu'elle a bien compris qu'en proclamant ce droit, elle s'engageait à donner du travail à tous les ouvriers qui viendraient lui en demander, qu'ils fussent mécaniciens, cordonniers ou maçons ; elle a bien compris que, dans ce cas, l'Etat allait se trouver obligé d'intervenir d'une manière directe, et de se faire, pour ainsi dire, le chef de l'association. Elle a compris, enfin, que l'ouvrier allait être libre, allait être l'égal du riche, et alors elle a reculé parce qu'elle a vu pour elle les conséquences qui résulteraient d'un pareil vote. L'Assemblée veut bien faire distribuer des millions de temps en temps à tous les nécessiteux, elle veut bien faire travailler à la terrasse les hommes de lettres, les

mécaniciens, les cordonniers, les tailleurs; mais ce qu'elle ne veut pas, c'est donner, c'est assurer, à chacun, du travail de son état, dans des ateliers sociaux, parce qu'elle aperçoit son ennemi dans le lointain, ennemi terrible qui dévore le capitaliste, le propriétaire avec tous leurs privilèges et qui crie de toutes ses forces: ÉGALITÉ SOCIALE! Qu'on lui présente de quelque façon que ce soit les moyens d'amélioration; du moment que l'ombre du socialisme se dressera devant elle, elle les repoussera. C'est en vain qu'on chercherait à la distraire de cet ennemi implacable, elle se tient sans cesse sur ses gardes, prête à le saisir, à le terrasser, à l'exterminer. Enfin, l'Assemblée veut bien garantir la propriété du riche, mais celle du travailleur jamais; il n'en a pas, dit-elle, qu'est-il besoin de lui garantir une fiction!

Quant à l'assistance, c'est une autre affaire, elle vous l'accorde. Là, du moins elle ne s'engage à rien, elle dit à celui-ci: toi, tu es communiste, égalitaire, socialiste, tu n'auras rien, meurs de faim si tu veux, ça m'est égal. A celui-là: toi, ouvrier laborieux, pour qui tout est toujours bien, parce que tu ne sais rien, sois tranquille, je ne t'oublierai pas; je te donnerai 20 ou 30 centimes par jour de chômage, et quand tu te mettras en colère, nous aviserons. Elle aidera aussi certaines associations; mais toutes celles entachées de socialisme seront exclues du banquet. Sa charité ne s'exercera que sur de pauvres associations, organisées sans but, qui végéteront pendant quelque temps et qui seront obligées de tomber sous les coups redoublés du capital. Alors on dira à ces malheureux exploités, pâture éternelle des intrigants de tous les régimes: « Mais vous voyez bien que nous faisons beaucoup de sacrifices pour vous et vous ne réussissez qu'à engloutir des fonds; vous le voyez bien, on vous a trompés, vous avez cru sur parole, et maintenant, admirez les beaux résultats de ces rêves magnifiques! » Le principe de l'association est mauvais, vous dira-t-on de toutes parts; et vous, pauvres dupes, vous n'aurez rien à répondre; vous serez condamnés à tout jamais à végéter misérablement, et les générations oisives, comme par le passé, fraîches, gracieuses, riantes, se succéderont gaiement, tandis que les générations ouvrières, pâles, souffreteuses, décharnées, passeront tristement sur la terre espérant un meilleur avenir et ne l'atteignant jamais.

Mais nous, socialistes, nous dont les principes sacrés recèlent en eux le germe de la justice éternelle, nous leur dirons à ces blasphémateurs impies: « Ouvrez nous un crédit, non pas un crédit illusoire de mille, dix mille, cent mille francs; mais un crédit illimité sur notre travail à venir, un crédit assez considérable pour nous mettre à même de travailler pour notre propre compte, et de faire concurrence aux capitalistes associés; et nous vous ferons voir alors si le principe de l'association est mauvais; nous vous apprendrons ce que sont capables de faire ces ouvriers laborieux tant méprisés, tant calomniés, tant outragés par vos satellites à gages; nous vous apprendrons ce que peuvent des cœurs généreux que l'amour de la liberté enflamme, que le sentiment de la justice et de l'égalité transporte, que la fraternité conduit. Alors, mais alors seulement, quand l'association triomphante du capital, s'avancera majestueusement vers les hautes destinées que l'avenir lui réserve, quand chaque corporation ne formera plus qu'une seule association, que l'individualisme et la concurrence seront vaincues, quand toutes les corporations ou associations seront solidaires; enfin quand la fraternité sera proclamée sur la terre: alors, vous prendrez

place au banquet de la vie commune, le peuple travaillera, vainqueur de ses maîtres, vous y conviendrez pour profiter comme lui de son triomphe. »

Quant au droit à l'assistance que vous nous proposez, nous le repoussons comme indigne d'un peuple généreux qui a fait la Révolution de février, et à qui on accorde pour récompense nationale: l'aumône!

EUG. FOMBERTAUX.

#### L'Ordre, la Famille, la Propriété.

La puissance des mots n'a pas échappé aux réactionnaires. C'est avec des mots qu'ils ont obscurci les intelligences, troublé les imaginations, flétri les cœurs, et qu'au milieu de l'effroi général, résultat de leur perfidie, ils ont pu resaisir un pouvoir que le peuple leur avait arraché. Mais tout le mérite de cette manœuvre est dans le mystère dont on l'entoure: il suffit de la faire connaître pour la réduire à néant.

Je le demande à ces hommes qui s'arrogent insolemment le monopole de la vertu, qu'entendent-ils par l'ordre, la famille et la propriété? Etrange confusion de mots! ils appellent ennemis de l'ordre, ceux-là mêmes qui l'ont maintenu au milieu de la tempête; destructeurs de la famille, les meilleurs pères, les meilleurs fils, les meilleurs époux; spoliateurs de la propriété, les hommes qui ont sauvé les biens de leurs exploités! et ils pensent qu'à force de répéter ce triple mensonge, il passera comme vérité, et qu'ils pourront ensuite l'inscrire sur nos drapeaux, aux frontons de nos édifices, à la place de l'immortelle devise de 93, qu'ils proscrirent comme entachée de terrorisme! Eh bien! ils ont raison, les réactionnaires; à chacun sa légende, parce qu'à chacun ses principes. Voici la leur: RÉPUBLIQUE HONNÊTE, ORDRE, FAMILLE, PROPRIÉTÉ. Ils disent République honnête, comme on dit position honnête. La République honnête, en un mot, c'est l'opposé de la République de la canaille, et l'on sait trop ce que ces messieurs entendent par là pour que j'aie besoin de l'expliquer.

L'Ordre, pour eux, c'est l'exploitation régulière du travailleur, et sa compression pour le gourdin de l'assommeur ou la force des bayonnettes, s'il ose se plaindre; — La Famille, considérée à leur point de vue, c'est l'égoïsme du coin du feu, le chacun pour soi, chacun chez soi, c'est la négation de l'initiative de l'Etat dans la société. C'est la liberté d'enseignement, liberté perfide qui livre aux mains des jésuites l'éducation de la jeunesse; — Par Propriété, ils entendent le droit pour les uns de jouir de tout sans rien produire, et le devoir, pour les autres, de mourir de faim, s'il le faut, au milieu de l'abondance, qui est le fruit de leur travail!

Si jamais ces principes funestes pouvaient devenir l'idéal de notre pays, le flambeau de la civilisation s'éteindrait pour longtemps dans le monde.... L'égoïsme, une fois réduit en principe, les grands élans du cœur comprimés, qu'opposerions nous à l'envahissement des hordes barbares qui, embusquées dans leurs déserts du Nord, guettent nos mouvements et n'attendent qu'un signal pour se ruer sur nous? Le peuple, accablé par la misère, dégradé par l'aumône, accroupi au foyer; et la bourgeoisie, livrée aux intérêts matériels, resterait indifférente aux maux de la patrie.... Le génie révolutionnaire serait détruit avec la nationalité française; les peuples, un instant debout à notre voix, retomberaient sous le joug; enfin, nous verrions la monarchie rétablie partout sur ses anciennes bases.

C'est là, sans doute, le rêve des privilégiés

aux abois, mais le peuple ne permettra pas qu'il s'accomplisse! En vain les mille organes de la presse stépidement crient-ils chaque matin: vive l'ordre! vive la famille! vive la propriété! le peuple les écoute avec l'impassibilité du dédain. Pourquoi? parce qu'il sait que ces cris sont de perfides insinuations, d'ignobles calomnies contre lui; parce que ces cris sont égoïstes, intéressés; parce que ces cris enfin, ne sont pas de ceux qui excitent l'enthousiasme.

En face de la république honnête, se trouve la République rouge, ayant pour devise: Liberté, Égalité, Fraternité.

République rouge? oui, les réactionnaires ont trouvé cela pour la plus grande utilité de leur cause. Ils nous appellent républicains rouges, parce que nous voyons dans 93, une lutte héroïque du droit contre le privilège, et qu'eux n'y trouvent que du sang. Ils nous appellent républicains rouges, parce que nous avons demandé l'abolition de la peine de mort, et qu'ils ont maintenu l'échafaud debout; ils nous appellent encore républicains rouges, parce que après février, pour consacrer le caractère éminemment populaire de cette révolution, nous voulions garder le rouge, qui est, dans notre drapeau, la couleur emblématique du peuple. Et bien! soit! que l'épithète nous reste! A nous la République rouge, à la bourgeoisie régentiste ou bonapartiste la République bleue, à l'aristocratie henriquiniste la République blanche; enfin, à tous les partis de la contre-révolution la République honnête.

Maintenant, quelques mots sur notre devise, et d'abord sur l'Égalité, qui en est le premier terme, dans l'application. La nature nous faisant naître et mourir aux mêmes conditions, a voulu que nous vivions aussi dans des conditions égales. Elle donne à chaque créature, avec la vie, les organes nécessaires à son existence, et le droit à toutes les choses qu'exige sa conservation, c'est-à-dire la satisfaction de ses besoins. Si nous n'apportons rien en venant sur la terre, si nous ne remportons rien en la quittant, c'est qu'en effet la nature ne nous donne rien en propre, et que celui qui s'empare du bien commun est un usurpateur. L'usurpateur devient un tyran, un bourreau, s'il a la part d'un grand nombre de ses frères et qu'il ne consente à leur en rendre une faible partie qu'au prix d'un dur travail, ou qu'il garde tout, en les abandonnant à la faim. Dans cette hypothèse, l'inégalité des conditions fait deux classes, dont l'une est à la merci de l'autre; ce qui constitue la dépendance, l'esclavage. D'où il suit que l'égalité est la condition indispensable de la Liberté.

La Fraternité, ce sentiment qui naît avec nous, n'aura son développement entier que lorsque nous serons rendus à la plénitude de notre nature. Il n'y a pas fraternité entre le privilégié qui pèse de tout son orgueil, de tout son mépris, et le malheureux qui rampe, mais qui sent dans son cœur l'injustice dont il est victime. Jamais les oppresseurs et les opprimés ne seront fraternels les uns pour les autres. La fraternité ne se commande pas; elle résulte de l'application de l'égalité et de la liberté, de la communauté des intérêts, combinée avec l'indépendance de l'individu.

La devise républicaine est donc la vérité éternelle, l'idéal poursuivi par l'humanité. L'homme ne se passionnant véritablement que pour les grandes choses, pour les sentiments généreux, élevés, on comprend que ce symbole de l'avenir ait la puissance d'enflammer les cœurs, d'exalter les courages. C'est au cri de la liberté, de l'égalité et de la fraternité, que nos pères ont jeté leurs vies en sacrifices pour sauver la

France; c'est pour avoir étouffé ce cri que Napoléon est tombé; c'est à ce cri que nous avons proclamé de nouveau la République, en février; c'est à ce cri que les nations se sont levées; c'est à ce cri enfin que toutes les monarchies tomberont et que s'établira sur la terre la République universelle!

GABRIEL CHARAVAY.

#### Un mot sur la crise commerciale.

Dès le lendemain de la révolution de Février, les hauts financiers et banquiers, détenteurs du capital, effrayés par cette révolution faite contre eux et malgré eux, ont organisé ce que l'on a appelé la conspiration des écus. Ils ont retiré tout le numéraire de la banque de France et des banques particulières et ont ainsi suspendu toute circulation commerciale, par l'impossibilité où se sont trouvés les négociants et manufacturiers de faire escompter leurs valeurs, et par suite de soutenir leurs établissements industriels. Le gouvernement aurait dû prendre de suite des mesures énergiques pour détourner la crise: il aurait dû remplacer immédiatement les agents de circulation dont le commerce était privé, centraliser toutes les banques en une seule banque nationale, gérée pour le compte de l'Etat, et faire une émission de papier-monnaie, suffisante aux besoins de la crise. Au lieu d'agir ainsi, le Gouvernement provisoire, mû par les vieilles idées d'économie politique et poussé par les financiers du National, s'empessa de rassurer la banque sur l'émission du papier-monnaie; il eut même la bonhomie d'en appeler au patriotisme des banquiers pour la souscription d'un emprunt au pair; puis enfin, voyant que la panique gagnait toutes les classes de la société, il sacrifia, au désir de rétablir la confiance du capitaliste, la popularité dont il avait joui jusqu'alors, et ne craignit pas de s'engager dans les mesures les plus impopulaires, la rentrée des troupes, la loi sur les attroupements, etc., etc. Mais, plus le gouvernement fit de concessions, plus le capital devint exigeant et fut porté à persévérer dans cette conduite, qui devait mettre à sa discrétion, par la misère, ouvriers et industriels, paysans et fermiers.

En effet, la production toute entière, la production de 36 millions d'êtres, dépend de la demande de la classe qui vit de ses revenus nets, classe qui n'est pas composée, peut-être, de plus de cent mille familles; or, dans cette classe même, si peu nombreuse, l'impulsion est donnée par un très-petit nombre de hauts financiers détenteurs du capital, qui formaient sous le gouvernement déchu, une espèce d'aristocratie financière. Il en résulte donc que la production, c'est-à-dire le travail national, est subordonné complètement à la demande des capitalistes, et que, s'il leur plaît d'interrompre la consommation, en cachant leur numéraire, tout le travail, toute la production se trouvent suspendus: c'est ce qui arrive depuis Février; or, tout s'enchaîne, les capitalistes, les uns par la peur, les autres par calcul, provoquant une crise commerciale, il en est résulté que de proche en proche, la panique a gagné toutes les classes de la société, et que toutes ces valeurs ont subi d'énormes dépréciations. La propriété immobilière est devenue invendable, car les locataires et fermiers ne payent pas leurs loyers: la propriété mobilière, les rentes, les actions, ont baissé de plus de moitié; le commerce, privé de son moyen ordinaire d'échange, le papier, a dû faire toutes ses opérations au comptant, et par conséquent, les restreindre considérablement. En effet, dans les temps de prospérité commerciale, on évalue la valeur du papier de commerce en circulation à plus de trois

milliards, et il n'y a pas peut-être, en ce moment, deux cent millions de papier en circulation; si l'on ajoute à cela la dépréciation des actions industrielles et des effets publics et la difficulté de se procurer des fonds sur leur dépôt, on pourra se faire une idée de l'immense déperdition qui s'est faite dans le travail national et le commerce général. A ces causes déjà si puissantes de désorganisation industrielle est venue se joindre la difficulté de liquidation pour les maisons en souffrance; cette impossibilité de liquider a jeté une défiance générale sur toutes les opérations commerciales, et a empêché toute reprise du crédit.

Or, maintenant, le mal est arrivé à ce point que, malgré l'abandon par le gouvernement de tous les principes de la révolution de Février et les gages éclatants de conciliation donnée à la réaction par le chef du pouvoir exécutif, malgré la nomination de ministres choisis parmi les serviteurs de la royauté de 1830, malgré toutes ces faiblesses qui ramènent la révolution au 22 février, la confiance ne peut renaître, toutes les fortunes sont ébranlées et les capitalistes sentent instinctivement que cet état de malaise social, ne faisant qu'empirer chaque jour, doit se terminer par une banqueroute générale, une liquidation de la vieille société au profit des idées nouvelles.

Le remède à ce mal que nous venons de sonder ne git pas dans la reprise normale des affaires, car cette reprise est impossible, mais dans la création de nouveaux et nombreux agents de circulation, soit par le crédit foncier et la création de bons hypothécaires, soit par une banque nationale et la création de billets de banque garantis par l'impôt et les domaines de l'Etat.

En raisonnant dans cette dernière hypothèse et en supposant établie une banque nationale absorbant toutes les banques particulières, et émettant sur la garantie de l'impôt trois milliards de billets de banque en coupures de 1,000, 500, 200, 100, 50, 20 et 10 fr., l'Etat pourrait faire face à tous les besoins, racheter tous les chemins de fer, mines, canaux, assurances et banques particulières, rembourser intégralement les porteurs de bons du trésor et de livrets de la caisse d'épargne et, enfin, donner à l'industrie un essor prodigieux, en mettant à sa disposition l'escompte à deux signatures, au taux modique de 2 0/0 l'an. En outre, l'Etat consacrant chaque année l'intérêt de ces trois milliards à 2 0/0, soit 60 millions, et les bénéfices des chemins de fer, mines et assurances qui doubleraient au moins cette somme, soit 120 millions à l'amortissement et au retrait de ces billets, il en résulterait qu'en 25 ans l'amortissement serait complet et l'Etat parfaitement libéré. Or, comme l'Etat devrait toujours avoir une émission considérable de billets pour fournir aux besoins du commerce et de l'industrie, dès la 10<sup>e</sup> année il pourrait, sans inconvénient, faire une nouvelle émission de billets égale au montant du capital de la dette publique et en continuant à y consacrer le même amortissement, la libération totale aurait lieu en 58 ans; après cette époque, et même avant, l'Etat pourrait procéder par le même moyen au rachat graduel de la terre (53,000,000 d'hectares dont la valeur est d'environ 48,000,000,000 de francs), et fonder les communes sociales dont nous donnerons, dans des articles subséquents, le plan et l'organisation détaillés.

M. G.

#### MANIFESTE DE LA DÉMOCRATIE ALLEMANDE.

Voici le programme publié par le congrès démocratique de Berlin. On verra que si la révolu-

tion éprouve en France un temps d'arrêt et provoque un mouvement de réaction, elle marche en Allemagne à pas de géant. Nous appelons sur ce document les plus sérieuses méditations de tous ceux qui ne veulent pas voir qu'il y a au fond de la révolution une immense question de bien-être; et qui croient que le débat se résume tout entier entre la forme monarchique et la forme républicaine:

I. Le sol est une propriété collective de l'humanité. Aucun individu n'a droit de propriété au sol. Celui qui le cultive a le droit d'en jouir autant que le réclame ses besoins et ceux de sa famille; le reste échoit à la communauté, vu qu'aucun travail n'est individuel, mais social.

II. La propriété n'est pas un droit individuel, mais social. La propriété privée moderne est le résultat de la production basée sur l'antagonisme des classes et de l'exploitation de l'homme par l'homme. Dès que la guerre du prolétariat contre la bourgeoisie sera décidée, et de ce moment seul, la révolution est faite, la propriété cessera d'être privée pour devenir sociale.

III. Tous les hommes ont le droit de satisfaire pleinement leurs besoins matériels et intellectuels. Il n'y a qu'un état où il n'y ait plus aucun privilège matériel qui soit humain.

IV. Tous les hommes ont pour devoir d'augmenter le capital social par leur travail et par leurs capacités. Celui qui ne veut pas travailler n'a aucun droit de satisfaire ses besoins. Il n'y a que le producteur qui puisse être consommateur.

Ces bases posées, voici les conséquences:

I. Tous les biens seigneuriaux, toutes les mines appartenant à des compagnies, etc., seront déclarés biens de l'Etat, pour cultiver la terre en grand, selon les moyens de la science. On dédommagera les propriétaires par une rente de 4 0/0 pour 4e terme de 20 ans.

II. Les fermiers paieront leurs fermages à l'Etat. Le propriétaire, qui n'est ni fermier ni paysan, n'a aucune part à la production. Sa consommation est un abus.

III. Les banques privées seront remplacées par les banques de l'Etat. Mettant le papier-monnaie à la place de l'or et de l'argent, il organise le crédit pour tous et relie à la révolution les intérêts du bourgeois conservateur.

IV. Tous les moyens de transport, chemins de fer, canaux, bateaux à vapeur, etc., seront déclarés propriétés de l'Etat.

V. Le droit d'héritage sera borné.

VI. Introduction d'impôts progressifs, et abolition d'impôts de consommation.

VII. Les fonctionnaires ne seront pas payés selon leurs grades, mais selon le nombre de leurs enfants et de leurs besoins. Cette loi peut être modifiée vingt-cinq ans après la fondation de la République.

VIII. L'Eglise est entièrement séparée de l'Etat. Les communes paieront leurs ecclésiastiques.

IX. La justice est gratuite.

X. L'éducation est gratuite.

XI. Coercition du travail pour tous. Point d'armées oisives et fixes. Les armées seront en même temps industrielles. Il faut que l'armée produise au lieu de consommer exclusivement. C'est un moyen d'organisation du travail.

XII. Etablissement d'ateliers nationaux. L'Etat garantit l'existence de tous les travailleurs et soigne ceux qui sont incapables de travailler.

Ce manifeste, l'un des plus avancés qui ait

encore paru, donne la mesure du progrès que le socialisme a fait en Prusse et en Allemagne; les bases en sont tout à fait communis-tes et les conséquences un acheminement rapide vers la communauté; nous l'acceptons dans son entier et nous affirmons que la réalisation en est possible, même facile; qu'elle ferait disparaître la misère et tous les vices qui font le malheur des hommes.

Les communistes de France, comme ceux de tous les pays, reconnaissent que le sol et tous les instruments de travail doivent appartenir à l'humanité, qui comprend tous les hommes, et non pas être la propriété exclusive de quelques individus; que les produits du travail appartiennent à ceux qui les ont créés collectivement; mais que chaque travailleur n'a droit qu'à la portion nécessaire à la satisfaction de ses besoins; le reste appartient à la société qui en dispose dans l'intérêt commun.

Tous les communistes sont d'accord, comme moyen de transition, pour demander la substitution de l'Etat aux propriétaires, aux banquiers, aux compagnies; parce que l'Etat, dans une République démocratique, c'est la nation, et que tous les avantages qu'il pourrait se réserver retourneraient au pays sous forme de services ou de travaux publics.

Dans cette important manifeste, l'oisiveté est vigoureusement attaquée, le travail reconnu et proclamé le seul producteur. Les prétendus services que rendent les capitalistes sont appréciés à leur juste valeur et réduits à néant, toutes les primes, rentes ou privilèges que le capital s'adjuge sont considérés comme une spoliation envers les travailleurs et par conséquent supprimés.

En France ainsi que chez toutes les nations, les travailleurs se trouvent dans la même position que le Tiers-Etat en 1789, ils ne sont rien quoique produisant tout!

La révolution de Février a surtout pour but de réhabiliter le travail, de rendre aux travailleurs toute leur importance politique et sociale et de les faire jouir de leurs droits si longtemps méconnus; la révolution de 1848 aura sa nuit du 4 août, dans laquelle disparaîtront les privilèges qui subsistent encore, nuit qui détruira jusqu'aux derniers vestiges de l'exploitation de l'homme par l'homme et fondera sur des bases larges et durables, l'EGALITÉ SOCIALE, comme la première a fondé l'EGALITÉ POLITIQUE. C.

#### PROGRÈS DU SOCIALISME.

Il y a cinq mois à peine, le socialisme, vaincu dans une lutte terrible voyait ses défenseurs transportés sans jugement, ses journaux suspendus et les calomnies ignobles des feuilles réactionnaires, entraînaient les populations aux excès les plus odieux. Il subsistait sans se plaindre la loi du sabre, le régime importé d'Afrique; confiant dans la sainteté de sa cause, il attendait en silence que le temps vint où il pût se défendre de toutes les calomnies infâmes amoncelées contre lui. Jamais, à aucune époque de notre histoire, la presse ne s'était dégradée à ce point par de lâches mensonges, il était réservé aux journaux de la République honnête de donner l'exemple de dénonciations indignes, de provocations calculées et de calomnies sans nom.

Chaque matin, l'imagination dépravée des journalistes modérés inventait de nouveaux crimes, de nouvelles barbaries dont ils gratifiaient généreusement les combattants de juin, de sorte que les étrangers pouvaient croire que notre pays était devenu un repaire d'assassins et de monstres odieux. Mais peu à peu la vérité se fit jour, il fut démontré que s'il y eut des excès commis dans ces fatales journées, il le furent presque toujours par les défenseurs de l'ordre, et bientôt il s'opéra une réaction dans les

esprits quand on se fut bien convaincu que la répression avait dépassé toutes les limites du juste et que cette sanglante insurrection n'avait profité qu'à quelques intrigants qui en avaient fait un archepied pour leur ambition.

Les idées sociales ont pénétré dans les masses et le droit au travail proscrit de la constitution est inscrit dans le cœur de tous les travailleurs. Les associations ouvrières se multiplient et chacun comprend que c'est par une propagande incessante et pacifique que les vérités sociales peuvent se faire jour et passer de la théorie à l'application; déjà les discussions purement politiques ont perdu leur importance, les partis avancés de la démocratie ont senti que le terrain allait leur manquer s'ils ne s'associaient pas à ces idées sociales qu'ils avaient repoussées jusqu'alors, et ils ont été contraints à faire un manifeste socialiste, à adopter la formule socialiste: « la République démocratique et sociale », pour conserver quelque ascendant sur les masses populaires.

Ainsi donc, par la seule force de la vérité de leurs principes et la propagande active et incessante de leurs journaux, les socialistes ont pu, dans les circonstances les plus défavorables, au milieu d'obstacles de tous genres, malgré les calomnies des journaux bourgeois, malgré le ridicule que les artistes de la bourgeoisie ont déversé sur eux par des caricatures et dessins de tout genre, les socialistes ont pu réunir une masse d'adhérents si nombreuse que les partis purement politiques ont été amenés à adopter leur drapeau et que l'on peut dès à présent prédire à coup sûr que le jour n'est pas éloigné où la nation toute entière éclairée sur ses vrais intérêts, adoptera leurs doctrines et inscrira le droit au travail en tête de sa constitution.

Il n'est pas sans intérêt d'étudier la marche progressive du socialisme que la réaction croyait avoir abattue pour jamais dans les fatales journées de Juin et qui s'est relevé plus fort et plus puissant épuré pour ainsi dire, par la persécution et fécondé par le sang de ses martyrs.

Dans les journées de juin, les socialistes ne formaient pas un parti fort par l'union et le nombre. Comme aujourd'hui, les diverses écoles socialistes avaient chacune leurs adhérents et aucun lien commun ne les réunissait. Les saturnales de la réaction, cette fièvre de persécution qui s'empara de la classe moyenne, réunirent dans l'intérêt d'une défense commune, les écoles diverses, d'accord sur le but de leurs efforts, mais divisées sur les moyens d'y parvenir.

A ce faisceau vinrent bientôt se joindre tous ceux qui, effrayés de la tendance réactionnaire du pouvoir, ne croyaient pas qu'on pût cicatriser les plaies de la guerre civile par les sévérités des conseils de guerre, les transportations en masse et la suspension de toutes nos libertés, par la dictature enfin d'une majorité peureuse servie par un sabre africain, mais qui, au contraire, reconnaissant que la misère seule était la cause des révolutions, voulaient en fermer l'abîme en étudiant les remèdes à apporter à ce cancer qui rongé le cœur des sociétés modernes, le paupérisme.

Les chefs des écoles socialistes, abordant les faits pratiques et sortant des généralités de la science, formulèrent, soit en projets de décrets, soit en publications à bas prix, les moyens d'arriver à des améliorations immédiatement réalisables, et il fut reconnu que les moyens transitoires de chaque école étaient presque identiques ou du moins ne s'excluaient pas; et dès-lors les socialistes, réunis déjà par l'intérêt de la défense commune, le furent aussi par l'acceptation des mêmes moyens de transition formant comme un terrain où toutes les écoles vinrent se fondre.

La vulgarisation des doctrines socialistes, dans ce qu'elles ont d'immédiatement réalisable, a eu aussi l'avantage de rallier à ces doctrines un grand nombre de membres de la petite bourgeoisie, profondément atteints dans leurs intérêts par la crise commerciale que le gouvernement n'a pas pu détourner et a laissé s'aggraver par son entêtement à suivre les voies de la routine.

Ces petits commerçants, fabricants, chefs d'ateliers, reconnaissant que le salut de tous ne peut venir de la forme politique, mais seulement des réformes sociales, ont puissamment contribué, par leur adhésion, à répandre ces doctrines parmi les travailleurs, et chaque jour le nombre des prosélytes augmente dans les villes et dans les campagnes.

Les socialistes se trouvent placés comme les premiers chrétiens au milieu d'une société corrompue profondément, viciée et gangrenée, et comme eux, ils veulent la reconstituer sur de nouvelles bases et sur le principe sacré de la fraternité; comme eux aussi, ils ont déchaîné toutes les mauvaises passions des exploités, des privilégiés, ils ont à subir les calomnies infâmes, les persécutions et beaucoup d'entre eux expient sur les pontons de la République bourgeoise leur dévouement inaltérable aux doctrines nouvelles.

Mais de même que le sang des premiers chrétiens répandu à profusion dans les cirques de Rome a fécondé les principes de la foi nouvelle, de même les souffrances de nos frères ont fécondé nos doctrines et ont rallié à notre sainte cause tous les cœurs généreux que l'égoïsme du siècle n'a pas encore gangrenés. Chaque jour nous gagnons de la force et les hommes éminents de la politique révolutionnaire viennent à nous.

Courage donc, socialistes, serrons nos rangs, répandons nos doctrines, et par notre propagande incessante nous verrons arriver le jour fortuné où les privilégiés eux-mêmes, convaincus de la justice de notre cause, renonceront à leurs privilèges et trouveront leur propre bonheur dans le bonheur commun. M. G.



REVUE INTERNIEURE.

LA CONSTITUTION.

Le mois de novembre a été fertile en événements remarquables, au nombre de ces événements nous placerons en première ligne le vote et la promulgation de la Constitution, de cette Constitution, l'espoir du travailleur, et qui, au lieu d'améliorer sa condition par la reconnaissance du droit au travail, est venue garantir et sanctionner une nouvelle fois, comme toutes les constitutions passées, la propriété du riche; quant à celle de l'ouvrier pas un mot. Malgré les éloquentes paroles que quelques véritables défenseurs du peuple ont prononcées à la tribune, cette Assemblée impitoyable a repoussé l'amendement du citoyen Felix Pyat qui sanctionnait le droit d'existence. Le capitaliste, comme sous les royautés déchues, va donc continuer à percevoir, sous la République, le loyer de son argent, le propriétaire celui de ses terres; l'ouvrier, lui, continuera à courber le dos pendant une longue journée, quand il aura du travail, pour nourrir sa femme, ses enfants et pour payer l'impôt que l'Etat exige sans cesse de lui. Le laboureur fécondera toujours, par son travail, les terres du propriétaire. Comme à l'ordinaire, elles produiront de riches moissons; quant à lui, il ne s'apercevra pas du changement survenu le 24 février, misérable avant, misérable après, sur sa table continueront à paraître le pain bis et la piquette. Voilà donc les fruits de la révolution; voilà donc les résultats de tant de tourments, de tant de persécutions pendant 18 années, voilà donc ce que nous devons attendre de ces hommes qui, depuis 1832, n'ont jamais perdu l'occasion d'animer, d'exaspérer le peuple par des promesses menteuses. Les républicains satisfaits et les réformateurs du National auront un jour un terrible compte à rendre au peuple qu'ils ont si indignement trompé!

Nos représentants, non contents de refuser au travailleur la garantie de son existence, ont voulu donner une nouvelle preuve de leurs sympathies à cette portion égoïste, vindicative qu'on appelle la réaction, en conservant, sous le nom de présidence, une espèce de royauté à temps, ni plus ni moins détestable que celle que le peuple a renversée

en février; ils ont de plus laissé à tous les prétendants l'espoir d'arriver à cette dignité et aux royalistes la perspective d'une restauration plus ou moins prochaine. La France, comme beaucoup de partisans de l'ancienne tyrannie le pensent, serait-elle destinée une nouvelle fois à devenir le patrimoine d'un rejeton d'une de ces familles que le peuple a chassées et qu'au fond il méprise? Le vote universel, qui devait être l'ancre de salut de la démocratie, exercé par une nation ignorante et remplie de préjugés, en sera-t-elle le fléau? nous réserverait-il pour président Louis Bonaparte? S'il en était ainsi, malgré notre profonde tristesse, nous ne désespérerions pas du salut de notre chère patrie, car Louis Bonaparte, pas plus que tout autre ne peut satisfaire aux exigences de cette classe nombreuse qui souffre de la misère et de la faim, et qui est prête à se jeter dans les bras du premier tyran venu pour échapper à la mort; mais ce serait la plus sanglante injure qu'une nation, qui a la renommée et la prétention d'être grande et libre, puisse se faire à elle-même. Louis Bonaparte président de la République française! Mais quels sont donc les titres de cet ambitieux? Il est l'héritier d'un grand nom, dit-il. Mais que signifie ce mot: héritage? L'héritage pour le républicain démocrate et socialiste, c'est zéro. Votre oncle a pu être un grand conquérant: personne ne lui conteste ce titre; mais ce que nous lui contestons c'est d'avoir été un grand citoyen; soldat ambitieux et intelligent de la République, elle n'avait pas été ingrate envers lui; moins reconnaissant, il l'a fait descendre au tombeau: auriez-vous rêvé une pareille destinée. Prenez-y garde, citoyen, l'histoire ne se répète pas, et rappelez-vous que le Capitole est près de la Roche Tarpéienne.

Vous, président de la République! mais qu'avez-vous donc fait pour le peuple pour qu'il vous confie une pareille dignité? avez-vous juré, comme Bolivar sur le mont Sacré, de rendre votre patrie libre et heureuse? avez-vous combattu contre les tyrans pour délivrer le peuple quand il était asservi? avez-vous jamais, dans vos écrits, parlé d'égalité sociale, de fraternité, de solidarité? Loin de là, si votre ambitieuse imagination vous a suggéré quelque entreprise téméraire, ce fut toujours pour votre propre compte que vous avez agi; nous nous souvenons encore de ces singulières invasions que vous avez tentées une fois à Strasbourg, une autre fois à Boulogne; nous nous rappelons encore, non sans rire, votre formule symbolique et vos précieuses reliques. Le tyran à la place duquel vous vouliez vous mettre vous fit grâce une fois; plus tard il vous fit expier votre ingratitude au fort de Ham: prenez garde que la République ne soit pas si clémente, monseigneur!

Après l'héritier d'un grand conquérant vient comme candidat à la présidence l'héritier d'un grand républicain; c'est le frère de Godefroi Cavaignac. Quant à celui-là que la bourgeoisie capitaliste lui donne ses votes; il les a bien mérités; les sanglantes journées de juin sont là qui l'attestent; quant à ceux du peuple, jamais.

Ledru-Rollin, au nom de la République démocratique et sociale se présente à nos suffrages; la République démocratique et sociale ne veut pas de président, mais en voulût-elle un, Ledru-Rollin ne serait pas l'homme sur lequel le peuple dût fixer son choix. Celui qui au moment où les socialistes étaient pourchassés d'une manière atroce par les valets de Louis-Philippe, n'a pas eu d'autres paroles d'encouragement pour les persécutés que celles-ci: *je hais les communistes et leurs doctrines*; l'homme qui, le 16 avril, fit crier à bas les communistes! mort à Blanqui! Cabet à la potence! celui qui, membre de la commission exécutive le 23 juin au soir, laissait massacrer le peuple, cet homme, dis-je, n'a pas le droit de venir mendier les suffrages du peuple.

Les socialistes cependant doivent protester d'une manière quelconque contre la présidence. Cette protestation, ils doivent la faire en portant leurs suffrages sur un homme qui partage leurs principes et qui ait leurs sympathies; et à cet égard, nous

devons le dire, nous aurions vu avec plaisir le comité central fixer son choix sur l'homme qui a donné à la révolution de février un caractère social et qui, en ce moment, expie dans l'exil son profond amour pour les travailleurs, cet homme c'est Louis Blanc. Mais du moment qu'il en a été décidé autrement par le comité, nous acceptons son candidat sans vouloir, ni justifier ni discuter ses titres et nous engageons tous les vrais démocrates socialistes à porter leur vote sur le citoyen Raspail; c'est le seul moyen de protester d'une manière efficace contre cette nouvelle royauté qu'on cherche à ressusciter sous le nom de présidence.

### Des Banquets.

Les banquets socialistes se succèdent avec une rapidité qui, pour nous, est de bon augure, et quoi qu'en ait dit le ministre Dufaure, à quelques orateurs près, nous rencontrons partout de nouvelles figures et nous entendons toujours exprimer de nobles sentiments. Les idées de liberté, d'égalité, d'association fraternelle, germent dans toutes les têtes, l'enthousiasme gagne jusqu'aux cœurs les plus froids. Ces réunions où chacun communique à tous dans un élan spontané le fond de sa pensée, où le peuple travailleur s'exerce à la vie commune, où l'on se sent pour ainsi dire vivre les uns dans les autres, sont bien propres à donner une idée avantageuse du principe de solidarité sur lequel nous fondons toutes nos espérances. Là, chacun sent l'influence qu'un homme de bien peut exercer sur une assemblée nombreuse et disposée à recueillir le fruit des vérités éternelles que la nature a déposées en germe dans le cœur de tous. Souvent le travailleur le plus vulgaire, l'homme le moins instruit, entend développer des idées qui lui sont familières, des idées qui se sont présentées cent fois à son imagination durant ses longues veilles; alors il se dit avec résignation, mais non sans colère « Pourquoi la société ne m'accorde-t-elle pas comme à ces favoris de la fortune, le droit de développer mon intelligence? pourquoi serais-je destiné à croupir éternellement dans une ignorance dégradante? » et ces réflexions lui font sentir toute la justice, toute l'importance de l'éducation que nous demandons gratuite et obligatoire pour tous. Elles lui donnent également une plus haute opinion de lui-même, il sent qu'il est virtuellement l'égal de l'homme intelligent.

Pour nous résumer, nous dirons que les banquets sont pour les socialistes ce que les agapes étaient pour les premiers chrétiens: chaque banquet est un sanctuaire dans lequel chacun est appelé à développer la véritable doctrine qui doit sauver l'humanité du naufrage vers lequel l'égoïsme tend constamment à l'entraîner. Là, l'homme fort ranime l'espoir du faible; l'homme perseverant et convaincu, le courage de celui qui est prêt à faillir.

Nous serions heureux de voir les longs discours disparaître de ces fêtes populaires; non-seulement ils établissent pour les orateurs une espèce de monopole de la parole; mais encore ils fatiguent et engourdissent une assemblée toujours bienveillante mais avide de nouveautés. Ne serait-il pas mieux d'inviter chacun des convives à exprimer en quelques mots sa douleur ou ses espérances, nous prions les organisateurs de banquets à peser ces considérations.

Au nombre des innovations que les républicains socialistes se proposent d'introduire dans ces réunions fraternelles, nous en citerons une, particulière aux socialistes de Montrouge. Dans un banquet auquel ils veulent inviter tous leurs frères de Paris, ils se proposent de protester d'une manière toute particulière contre la présidence, cette nouvelle résurrection de la royauté. Ils veulent leur donner une fête de laquelle sera bannie tout ce qui ressemble de près ou de loin à la présidence, sans pour cela que l'ordre et l'harmonie cessent un instant de régner au milieu d'eux. Ce banquet s'organise et avant peu les journaux l'annonceront.

Nous dirons enfin en terminant, que les banquets sont un moyen de propagande excessivement

puissant et qu'il y aurait manque de tact à les négliger, nous engageons tous les vrais socialistes à les propager tandis qu'ils le peuvent, car bientôt, si nous n'y prenons garde, ce dernier vestige des libertés conquises en février va nous échapper comme toutes les autres. Le gouffre du royalisme réactionnaire est ouvert, il va tout engloutir. Sentinelles avancées de la Démocratie et du socialisme, prenez garde à vous!

Nous clorons cet article par le toste du citoyen Vinçard, prononcé au banquet des délégués des corporations qui siégeaient au Luxembourg.

Citoyens,

Le 16 avril, nous partions du Champ-de-Mars, le cœur plein d'effusion et d'espérance; nous allions, pauvres enfants que depuis longtemps le travail ne nourrissait plus, nous allions porter notre dernière obole à notre mère commune, la patrie.

Sur nos bannières flottant au vent se trouvaient ces mots: *Organisation du travail, — Plus d'exploitation de l'homme par l'homme, — Association.*

Vous savez le reste: le rappel battait dans Paris et cent mille hommes armés répondaient par des cris de mort à nos cris pacifiques.

Si nous rappelons cette triste journée, ce n'est pas que la colère ou la haine se soient jamais emparées de nous. De la haine! pour des aveugles on n'a que de la pitié. Mais n'avons-nous pas le droit de leur dire: — « Qu'avez-vous fait du pays? qu'en avez-vous fait? Répondez!... Le peuple est-il heureux? Le droit au travail est-il dans la Constitution? Avez-vous été cléments, généreux après la victoire? Les femmes sont en deuil et les pleurs coulent encore de leurs yeux... Répondez!... »

Si nous rappelons le 16 avril, c'est que ce que nous voulions alors, est ce que nous voulons encore aujourd'hui, et qu'entre ces deux époques la réalité nous a donné gain de cause, car l'Association n'est plus maintenant un rêve, c'est un fait.

Nous savons qu'une cause ne grandit qu'à la condition d'avoir ses martyrs, et nous avons souffert en silence, nous inclinant devant la volonté éternelle; mais puisant aussi une nouvelle force dans notre cœur, sachant aussi que jamais la justice et la vérité ne peuvent être longtemps esclaves, nous avons continué notre œuvre.

Y a-t-il une seule force qui soit au-dessus de celle que nous possédons: le travail? Et le travail sans l'Association, qu'est-il? Une perpétuelle souffrance, une lutte dans laquelle nous succombons toujours.

Si nos modernes pharisiens n'ont pas voulu nous comprendre, c'est qu'ils voyaient leur puissance s'écrouler, c'est qu'ils craignaient que la fraternité et l'égalité ne leur donnassent que la place à laquelle ils ont droit.

S'ils nous ont calomniés, si aux yeux des égoïstes et des ignorants, ils nous ont montrés comme des ambitieux, comme des ennemis de l'ordre social, c'est qu'ils savaient que le bonheur de quelques-uns doit faire place au bonheur de tous, et qu'en y pensant, au lieu de se réjouir, leur cœur se desséchait.

Ils ne pouvaient comprendre la bonne nouvelle, car elle substitue le dévouement à l'égoïsme. C'est donc à nous, frères, de dessiller leurs yeux et de leur montrer que pendant qu'ils allaient à la curée, nous, les proscrits, nous, les déshérités, nous, dont on a été jusqu'à nier les sentiments moraux, inhérents à toute créature humaine, nous avons réalisé nous-mêmes, sans autre appui que notre force, notre espérance, une partie des promesses faites sur les pavés sanglants de février.

A l'association! non pas pour vivre d'une vie monacale et solitaire, au moins aussi triste que celle de laquelle nous vivons; mais au contraire, pour unir nos forces à d'autres forces, pour sentir battre d'autres cœurs à l'unisson des nôtres, pour vivre enfin de la vie que Dieu assigne à l'humanité.

A l'Association! non pas isolée, partielle, qui consiste à faire vivre convenablement un petit

nombre d'individus, tandis qu'à leurs côtés leurs frères expirent de faim. Ne faut-il pas que les associations soient solidaires et non rivales? Ne faut-il pas que les travailleurs soient les enfants d'une même croyance, au lieu de ressembler à des combattants se partageant les dépouilles.

*A l'Association!* Elle seule peut conjurer les maux qui pèsent sur la patrie; elle seule peut empêcher que le sang ne coule encore et que la paix, l'unité, dont nous avons tous besoin, ne se transforment en désolation. Assez de sang a coulé, assez de larmes ont été versées pour que nous puissions être calmes, pour qu'ayant conscience de notre droit, de notre force, nous ne les compromettons pas par des luttes homicides.

Frères, nos débuts sont modestes; mais attendons quelque temps, et alors, lorsque le gouvernement sera définitif, nous serons propriétaires de nos instruments de travail sans avoir besoin ni de patronage, ni d'écus. Et alors, nous dirons à ceux qui ne nous comprenaient pas: Venez au milieu de nous, et vous nous trouverez toujours animés des mêmes sentiments fraternels, prêts à vous tendre la main, non pour vous exploiter, mais pour vous introduire au banquet égalitaire du travail: prêts à vous reconnaître ce droit au travail que nous avons su pacifiquement conquérir sans que vous en soyez seulement aperçus.

*A l'Association, conséquence réelle de la République démocratique et sociale!*

## REVUE EXTÉRIEURE.

La Révolution, jeune, vigoureuse, alerte, fait son tour d'Europe. La Réaction, vieille comme le monde, épouvantée, la figure blême, la chevelure en désordre, se traîne à sa suite. Partout où notre jeune voyageuse va planter son drapeau libérateur, les peuples s'émeuvent, les royautés chancelent, le despotisme disparaît pour faire place à la liberté.

Cependant, l'expérience manque encore aux peuples; à peine ont-ils conquis leurs libertés que la réaction machiavélique les lui reprend une à une et finit par être victorieuse: victoire d'un moment, qu'elle se hâte d'en profiter, car sa dernière heure est proche!

A Vienne et à Berlin, comme à Paris, la force brutale a remplacé la raison, l'arbitraire a remplacé la légalité, le sabre règne partout sur les populations héroïques qui s'insurgent contre leurs tyrans: partout le peuple est désarmé, ses défenseurs emprisonnés, mitraillés; mais partout aussi des vengeurs semblent renaître du milieu des cendres des vaincus.

### AUTRICHE.

*Vienne:* Après la fusillade, le bombardement, la capitulation, le pillage et les massacres de toutes sortes, la révolution de Vienne est vaincue pour un moment. Le peuple viennois, refoulé dans sa misère, est de nouveau courbé sous la puissance de l'empereur. L'état de siège va peser de tout son poids sur le peuple. Les démocrates, pourchassés, traqués de toutes parts comme des bêtes féroces, vont aller expier, dans les cachots du brigand couronné, le crime d'avoir pris les armes pour délivrer la patrie. D'autres sont impitoyablement fusillés. Enfin, le peuple viennois paie du plus pur de son sang la pusillanimité des chefs qui ont voulu le conduire à la conquête de ses droits et qui n'ont pas su se mettre à la hauteur des événements. Quand un peuple fait tant que de s'insurger contre la royauté, et qu'il arrive à posséder l'avantage, il faut qu'il poursuive son ennemi jusqu'à ce qu'il l'ait terrassé; le peuple ne doit jamais transiger avec les rois. Ne profitera-t-il donc jamais des leçons de l'expérience, l'histoire n'est-elle pas là pour lui apprendre qu'à toutes les époques les empereurs et les rois ont toujours cherché à temporiser afin de mieux s'assurer la victoire?

Si lors de son premier succès, le peuple de Vienne

eût proclamé la République, il eût assuré le triomphe de sa cause et facilité l'affranchissement de toutes les nations opprimées. L'Italie, malgré l'infériorité acharnée des généraux autrichiens, se fût soulevée en masse et eût sacrifié jusqu'au dernier de ses fils, plutôt que de céder aux armes de Radetzky et de ses féroces soldats. La Prusse, toute palpitante de liberté, d'égalité, de fraternité, se fût enfin résolue à secouer le joug du tyran qui l'opprime, et le vieux monde s'écroulait au bruit de ces victoires.

Au lieu de cela, les Viennois, indécis et cléments au lieu de frapper au cœur leur ennemi mortel et de l'immoler sur l'autel de la patrie en l'offrant en exemple à tous les rois de la terre, le laissent tranquillement s'échapper; mais lui, incorrigible et vindicatif comme tous les tyrans, rallie le ban et l'arrière-ban de ses esclaves, revient à la charge et fait couler à flots le sang des citoyens.

Non, nous ne sommes pas de l'école de ces philanthropes qui, pour épargner un despote, excitent la clémence du peuple, et par une fausse générosité mettent en péril la vie et l'avenir d'une population.

Si les Viennois eussent su faire à temps le sacrifice du scélérat qui vient de les faire mitrailler, bombarder, piller, ils se seraient évité l'affreux carnage qui a ensanglanté leur capitale. Le sort en a décidé autrement. Vienne est vaincue momentanément.

Que Windischgraetz et Jellachick, ces féroces ennemis du peuple, se reposent donc sur leurs lauriers, le sang de leurs concitoyens a coulé à flots, l'empereur leur maître, est triomphant, que leur faut-il de plus à ces tueurs d'hommes! Les sabreurs de tous les temps et de tous les pays sont pour ainsi dire les mêmes; la tyrannie les trouve toujours prêts à la servir. Les peuples leur doivent une leçon terrible à ces grands coupables: que les mânes des héros morts dans ces sanglants combats se consolent donc, leurs assassins avant peu recevront le prix de leurs crimes!!!

### PRUSSE.

*Berlin:* Les dernières nouvelles de Prusse nous annoncent que le peuple est résolu à refuser l'impôt. L'état de siège néanmoins, est toujours en permanence à Berlin, et le désarmement de la garde civique et du peuple continue avec activité. Les partis sont en présence, se mesurent et s'observent sans oser ni l'un ni l'autre porter le premier coup. Il nous semble que le peuple devrait en finir avec cet état d'incertitude. Etre libre ou esclave: qu'il choisisse. Qu'il se rappelle surtout que le temps qu'il perd en hésitation, Frédéric en profite pour mieux l'asservir; qu'il se rappelle aussi, si jamais il est vainqueur, les paroles d'un de nos célèbres conventionnels: « On ne juge pas un roi, on le tue. »

Tous les partis attendaient avec impatience la journée de samedi fixée pour les interpellations au général Cavaignac; tout le monde s'attendait à nous ne savons quel dénouement tragique. Quant à nous, nous étions parfaitement tranquilles sur le sort de l'illustre général, ses faits et gestes pendant les sanglantes journées de juin ont obtenu un succès tel que nous ne pouvions pas en espérer d'autre. La bourgeoisie est ingrate, mais elle réserve son ingratitude pour plus tard; le général Cavaignac en éprouvera certainement les effets. Pour le moment, elle vient de décréter une nouvelle fois, à la majorité de 303 voix contre 43, qu'il a bien mérité de la patrie; cette petite réclame en faveur de sa candidature est assez bien trouvée; nous en félicitons le citoyen Marrast.

### REVUE DES JOURNAUX.

Sous ce titre nous nous proposons de donner chaque mois la liste des articles remarquables publiés pendant le mois pour ou contre le socialisme. Nous annoncerons également les nouveaux jour-

naux socialistes; le mois de novembre a donné le jour à trois:

*Le Peuple*, journal quotidien dirigé par M. Proudhon, défend chaleureusement la cause des travailleurs et demande la gratuité du crédit et des instruments de travail. Nous approuvons M. Proudhon d'avoir mis la Montagne en demeure de déclarer si elle veut oui ou non le maintien des milliards prélevés par le capital sur le travail. Vouloir l'abolition du capital, c'est être communiste; nous engageons donc nos amis à lire le *Peuple*.

*Le défenseur du peuple*, journal mensuel, se place sur le terrain de la pratique; nous l'approuvons dans ses tendances communistes, mais nous lui reprochons de ne pas se prononcer franchement.

*La Révolution démocratique et sociale*, journal quotidien, défend chaudement la cause révolutionnaire: elle n'a jusqu'à présent que réhabilité la Montagne et soutenu la candidature de Ledru-Rollin: nous attendons avec impatience le développement de ses idées sociales.

### CORRESPONDANCE.

Nous avons l'intention de placer au-dessous de notre titre une vignette représentant une commune sociale; nous mettons au concours le plan et le dessin de cette vignette dont les dimensions seront de 11 centimètres de longueur, sur 3 de hauteur; et nous invitons nos frères dessinateurs ou graveurs à nous faire parvenir, le plus tôt possible, leur dessin, avec le prix de la gravure sur bois, dans le cas où il ne serait pas possible de l'obtenir gratuitement.

Les données suivantes nous paraissent les plus convenables: une espèce de phalansière vu à vol d'oiseau, placé sur le bord d'un fleuve que sillonneraient des bateaux à vapeur et autres, les environs du bâtiment représenteraient de vastes champs avec des groupes de laboureurs, de moissonneurs, des côtes, des vignes et des bois; et sur les routes, plantées d'arbres, des convois de récoltes, des troupeaux nombreux de bœufs et de moutons, ainsi que des trains de chemin de fer, enfin tout ce qui peut donner une idée de l'unité résultant de la réalisation de la communauté. — Nous désirons également avoir un correspondant dans les principales villes; nous invitons les communistes de chaque localité à s'entendre et à nous faire parvenir le nom et l'adresse de la personne qu'ils croiraient le plus capable de servir notre cause.

pl

### ANNONCES.

**LE PEUPLE**, journal quotidien, rue Montmartre, 154. — Paris, 24 fr. par an; dép. 36 fr.; édition hebdomadaire, format double; Paris, 6 fr.; dép. 8 fr.

**LA RÉVOLUTION DÉMOCRATIQUE ET SOCIALE**, journal quotidien, rue Damiette, 1, à Paris.

**LE DÉFENSEUR DU PEUPLE**, journal mensuel, rue de l'Arbre-Sec, 20, à Paris.

**LE MASSACRE DE JUIN ou le TOMBEAU DE LA LIBERTÉ**, par le citoyen AUGUSTE CAUNES, ancien détenu politique, une brochure in-8° de 40 pages, — prix 30 centimes. Se trouve à Paris, rue de Cléry, 51. — A LYON, chez Ballay aîné, libraire, rue Bourbon, 2.

**LE PANTHÉON DÉMOCRATIQUE ET SOCIAL**, histoire des réformateurs philosophes, politiques, socialistes, depuis les sectes du moyen-âge jusqu'à nos jours; par AUGUSTE SALIERES. — On souscrit à Paris, chez l'auteur, rue Montorgueil, 36. A Lyon, chez Landry, commissaire en librairie.

*L'un des rédacteurs:* ECG. FOMBERTAUX.

Imprimerie de Ed. Bautreche, r. de la Harpe, 90